

tre diplomatie sera appelée à les résoudre. Les conditions politiques du monde ont changé par trois facteurs nouveaux: le développement du Japon, la politique impériale des Etats-Unis, la crise de la Chine. Sous ces différentes modifications, les colonies ne peuvent plus se contenter, avec la gestion actuelle, des affaires étrangères; si elles continuaient à rester dans l'inaction, elles se rendraient indignes de la situation indépendante qu'elles ont conquise. Il est donc urgent de prendre une mesure qui permette à chaque colonie d'étudier à fond et aussi tôt que possible toute gestion qui affecte l'honneur où les intérêts de l'empire, et d'exprimer son opinion.

Telle serait la mission dévolue au Conseil impérial".

La seconde question viserait ce qu'on appelle: la "défense de l'Empire", question délicate, d'ailleurs, en raison de la résistance de l'opinion publique au service militaire obligatoire.

Sur la troisième question, consistant à déterminer le traitement auquel il convient de soumettre l'industrie des colonies britanniques, le "Statist" dit:

"Les colonies demandent un traitement préférentiel et nous ne voyons aucune objection à ce désir. Le libre-échange est une bonne chose; mais le développement, le bien-être et la sûreté de l'Empire sont des choses meilleures encore. "Le libre-échange n'est qu'un moyen pour arriver à un but, tandis que la prospérité de l'Empire est un but en soi". Et si, par conséquent, les colonies ne consentent à porter les charges de la défense militaire qu'à condition que la métropole leur assure un traitement préférentiel, nous trouvons que leur concours ne sera pas acheté à un prix trop élevé."

Voilà bien clairement avoué le dessein que dénonçait tout à l'heure l'"Economist", en même temps que l'indication des véritables mobiles qui inspirent les partisans de l'évolution économique qu'on s'appête à faire. Les amis de M. Chamberlain veulent bien encore reconnaître une valeur théorique au libre-échange, mais ils se placent à un point de vue pratique et utilitaire pour y faire brèche d'une façon détournée. C'est le renversement de la situation qui fit admettre, il y a un peu plus d'un demi-siècle, la politique libre-échangiste en Angleterre; mais c'est toujours le même principe qui consiste à tout sacrifier: doctrines, voire convictions, à ce qui est ou, ce qu'on croit être conforme à l'intérêt de l'Angleterre.

Il n'y aura bientôt plus de libre-échangiste en Angleterre que M. Yves Guyot.

JULES DOMERGUE.

## LA SITUATION DES BANQUES

La situation des banques au 31 mai se ressent évidemment de la clôture d'exercice pour quelques-unes d'entre elles.

Ainsi, le total du Fonds de Réserve qui était, au 30 avril, de \$38, 665,823 passe à \$40,203,693 au 31 mai, en augmentation de \$1,537,870; par conséquent. Rappelons que, pour la même cause, le mois d'avril avait déjà une augmentation de \$1,094,030 sur le mois précédent. On sait que toutes les banques ne terminent pas leur année financière à la même date, ni le même mois, de sorte qu'il devient impossible de se rendre un compte exact des résultats réels des opérations pendant une année pour toutes les banques incorporées réunies. Par exemple, certaines banques ont déjà six mois d'opérations d'un nouvel exercice, alors que d'autres banques publient le résultat d'une année qui vient seulement de prendre fin pour elles.

Dans ces conditions, quand nous disons, que durant l'année terminée le 31 mai dernier, le Fonds de Réserve pour l'ensemble des banques incorporées a augmenté de \$3,800,750, il n'est pas possible de voir dans ce chiffre le résultat des douze derniers mois seulement, mais bien celui annoncé dans les bilans produits à différentes époques de ces mêmes douze mois.

La proportion du Fonds de Réserve au capital payé qui, au 31 mai 1901 était de 54.32 pour cent s'est élevée au 31 mai dernier à 57.96 pour cent, malgré l'augmentation apportée au capital payé et bien que les sommes ainsi appelées et versées n'aient pu avoir une influence bien grande sur les profits de l'année.

Puisque nous venons de parler du capital payé des banques, constatons en passant que de \$67,009,280 au 31 mai 1901, il s'élève un an après à \$69,358,448, soit un gain de \$2,349,168.

On sait que l'Acte des banques autorise ces dernières à émettre leurs propres billets pour un montant égal au chiffre de leur capital payé. La circulation n'est toutefois que de \$50,754,716 au 31 mai, sensiblement la même que le mois précédent et cependant en augmentation de \$4,600,000 sur le chiffre de mai 1901.

Il y a un écart encore sensible entre la circulation autorisée et la circulation réelle, mais il faut dire aussi que les dépôts du public économe et capitaliste font rentrer tous les mois dans les caisses des banques une somme assez ronde; pour le mois de mai cette somme a été de \$2,598,057, dépassant de plus d'un million l'augmentation des prêts courants en Canada dont le total est de \$303,738,098 au 31 mai contre \$302,160,867 au 30 avril.

Les Prêts à demande en Canada accu-

sent une augmentation de \$1,800,000 environ.

Les Prêts à demande ailleurs sont, au contraire, en diminution de près de quatre millions trois quarts.

Cette dernière diminution ne se fait pas sentir dans le montant total de l'actif réalisable à court terme qui est en gain de \$2,690,000 sur le mois précédent.

Un item à remarquer également à cette époque de bilans est celui des créances en souffrance, après une diminution de \$350,000 en avril, il en a une autre de \$200,000 en mai; une partie de ces sommes a passé par le débit du compte de profits et pertes.

Voici le tableau résumé de la situation de banques au 30 avril et au 31 mai 1902 :

PASSIF.	30 <sup>e</sup> avril 1902	31 <sup>e</sup> mai 1902
Capital versé.....	\$68,474,523	\$69,358,448
Réserves.....	38,665,823	40,203,693
Circulation.....	\$50,691,588	\$50,754,716
Dépôts du gouvernement fédéral.....	3,444,524	4,249,376
Dépôts des gouvernements provinciaux.....	3,415,309	3,349,830
Dép. du public remb. à demande.....	99,210,545	101,714,180
Dép. du public remb. après avis.....	239,875,361	239,969,781
Dépôts reçus ailleurs qu'en Canada.....	32,067,736	30,163,079
Emprunts à d'autres banq. en Canada..	659,015	680,815
Dépôts et bal. dus à d'autr. banq. en C.	3,051,245	2,946,303
Bal. dues à d'autres banq. en Anglet...	6,529,954	4,740,853
Bal. dues à d'autres banq. à l'étranger.	672,895	920,190
Autre passif.....	8,708,267	10,600,764
	<b>\$448,326,515</b>	<b>\$450,089,961</b>
ACTIF.		
Espèces.....	\$12,919,711	\$12,304,824
Billets fédéraux....	21,339,692	23,778,337
Dépôts en garantie de circulation.....	2,569,513	2,584,513
Billets et chèques sur autres banques....	14,557,378	13,255,351
Prêts à d'autres banques en Canada, garantis.....	659,015	679,196
Dépôts et balances dans d'autr. banq. en Canada.....	4,097,714	4,215,064
Balances dues par agences et autres banques en Ang...	3,763,348	6,374,242
Balances dues par agences et autres banq. à l'étranger.	12,547,160	13,551,470
Obligations des gouvernements.....	10,192,068	10,169,429
Obligations des municipalités.....	14,206,137	14,674,388
Obligations, actions et autr. val. mobilières.....	33,405,895	34,297,926
Prêts à dem. remboursables en Can.	39,503,535	41,308,894
Prêts à dem. remboursables ailleurs	43,020,869	38,277,922
Prêts courants en Canada.....	302,160,867	303,738,098
Prêts courants ailleurs.....	28,737,195	26,327,300
Prêts au gouvernement fédéral.....		